Le procès Carrier

Enjeux politiques, pédagogie collective et construction mémorielle

Corinne Gomez-Le Chevanton

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/9842>

DOI : 10.4000/ahrf.9842

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2006

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Corinne Gomez-Le Chevanton, « Le procès Carrier », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 343 | janvier-mars 2006, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/9842> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.9842>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Le procès Carrier

Enjeux politiques, pédagogie collective et construction mémorielle

Corinne Gomez-Le Chevanton

- 1 Le procès du représentant Carrier, qui s'inscrit immédiatement dans la suite du procès des Nantais et de celui du Comité révolutionnaire de Nantes¹, et en plein débat sur les responsabilités de la Terreur, apparaît comme un moment-clé du tournant thermidorien. La succession des procès de l'année 1794 qui ont contribué à contrôler ou arrêter la Grande Terreur, trouve finalement son apogée avec le procès de Carrier qui va permettre de liquider la Terreur, et opérer une brutale déconstruction de la politique de l'an II².
- 2 À ce titre le procès n'est pas seulement celui d'un homme, aussi justement poursuivi que Carrier : ses raisons furent moins de l'ordre du droit et de la justice que du jeu politique et de la mise en scène politique. Qualifier ce procès de politique c'est mettre en avant les enjeux et les symboles dont il est porteur et voir comment l'utilisation exemplaire du procès public, de la presse et de la production pamphlétaire, permet aux conventionnels et au corps politique dans son ensemble, de stigmatiser leurs adversaires et d'imposer leur autorité. Il s'agit de la mise en œuvre d'une pédagogie collective par le processus révolutionnaire lui-même, qui joue une fonction précise dans la constitution d'une identité politique et dans une stratégie de reconquête du pouvoir.
- 3 Procès politique enfin, parce que sa signification n'est pas seulement immédiate, mais aussi mémorielle. Tout ne s'arrête pas avec la mort de Carrier, le procès n'a de cesse d'être instruit par l'historiographie des XIX^e et XX^e siècles ; en ce sens « il appartient à notre conscience politique et à sa place dans notre culture politique à partir de laquelle nous créons du lien social »³.

Les enjeux politiques

- 4 C'est l'ouverture du procès des Nantais⁴ (22 fructidor) qui enclenche le processus qui va autoriser la première mise en accusation d'un représentant du peuple, de l'après-Thermidor. Des Nantais qui dénoncent les pratiques terroristes qui ont eu lieu à Nantes dans l'hiver 1793-1794, et se transforment en accusateurs contre les membres du Comité révolutionnaire de Nantes. Leur acquittement (29 fructidor), fortement salué

par la foule parisienne, va entraîner la mise en accusation des membres de l'ancien Comité révolutionnaire de Nantes.

- 5 Favorisée par la liberté nouvelle de la presse, une extraordinaire floraison de textes, de pamphlets et de brochures, relayée par les crieurs de rue qui refont leur apparition⁵, s'engage à la suite de la publication de *La queue de Robespierre*⁶, dans la surenchère anti-jacobine⁷, pour laquelle l'ouverture prochaine du procès des membres du Comité de Nantes offre une occasion inespérée. Mais la publicité donnée à ces procès échappe à l'Assemblée comme au corps politique, qui se montrent incapables de canaliser le déchaînement pamphlétique⁸. Il convient donc pour la Convention de réussir à se réapproprier le discours sur la Terreur.
- 6 L'acte d'accusation contre les membres du Comité révolutionnaire de Nantes⁹ (17 vendémiaire), largement diffusé, insiste en particulier sur les noyades, qui vont rapidement devenir un des symboles les plus monstrueux de la Terreur. Une image de la Loire refluant des cadavres ensanglantés, parmi lesquels de nombreuses femmes dénudées, est reprise en masse dans les pamphlets, dans une rhétorique qui montre que même l'eau, élément purificateur, est polluée par les acteurs de la Terreur de l'an II. Le lendemain, récupérant à son profit la mise en exergue du cas nantais, la Convention proclame son *Adresse aux Français*, dans laquelle les nouvelles orientations sont claires : désigner les coupables, affirmer la nécessaire fusion entre le peuple et la Convention, et permettre aux hommes en place de se maintenir au pouvoir :

« Français,
 Au milieu de vos triomphes, l'on médite votre perte. Quelques hommes pervers voudroient creuser au sein de la France le tombeau de la liberté. Nous taire, seroit vous trahir ; et le plus saint de nos devoirs est de vous éclairer sur les périls qui vous entourent. [...]. Les héritiers des crimes de Robespierre et de tous les conspirateurs que vous avez terrassés, s'agitent en tous sens pour ébranler la République et, couverts de masques différens, cherchent à vous conduire à la contre-révolution à travers les désordres et l'anarchie. [...]. Souvenez-vous que le peuple et la Convention ne font qu'un, les efforts des ennemis de la liberté viendront expirer à vos pieds comme des vagues écumantes viennent se briser sur les rochers. [...] De son côté, la Convention nationale, constante dans sa marche, appuyée sur la volonté du peuple, maintiendra, en le régularisant, le gouvernement qui a sauvé la République »¹⁰.
- 7 S'appuyant sur son *Adresse aux Français*, et sur l'affaire de Nantes, la Convention saisit l'occasion de lutter contre une forme particulière d'opinion publique, celle de la Société des Jacobins. Le 22 vendémiaire, la Convention vote la motion autorisant le Tribunal révolutionnaire à poursuivre les membres du Comité révolutionnaire de Nantes et tous « ceux qui se trouveraient impliqués dans l'affaire »¹¹ ; trois jours plus tard, elle promulgue le décret visant à démanteler le réseau jacobin¹².
- 8 Le même jour (25 vendémiaire), s'ouvre le procès des membres du Comité révolutionnaire de Nantes. Immédiatement, les inculpés rejettent en bloc les accusations portées contre eux et désignent Carrier comme :

« l'homme qui électrisa nos têtes, guida nos mouvements, despotisa nos opinions, dirigea nos démarches, [et qui] contemple paisiblement nos larmes et notre désespoir. Il importe à notre cause que Carrier paraisse au tribunal. Il a tout ordonné, tout commandé »¹³.
- 9 Les révélations faites par les membres du Comité de Nantes sur les horreurs perpétrées, la mise en cause par les accusés comme par leurs défenseurs¹⁴ d'un représentant du peuple, et surtout le formidable écho donné à ce procès par la presse, obligent la

Convention à décider de la mise en place d'une commission de vingt-et-un membres¹⁵ chargée d'examiner les pièces contre Carrier. Il appartient alors à la Convention de décider, à la suite d'un vote nominal, la mise en accusation du représentant. Un « code de Brumaire » pour lequel Carrier offre donc un cas d'application immédiate¹⁶.

- 10 Pourquoi, alors qu'elle venait en juillet de se « débarrasser » de Robespierre, la Convention décide-t-elle de mettre en accusation l'un de ses membres et justement celui-là ? Dans les premiers débats à l'Assemblée sur l'affaire Carrier, Raffron avait souligné qu'« heureusement le temps n'est plus où on venait à cette tribune pour vous présenter de telles atrocités comme des formes acerbes ; et [où] Barère a eu l'impudeur d'associer les cruautés féroces de Joseph Le Bon aux immortels lauriers que nos braves défenseurs ont remporté à la bataille de Fleurus » ; il avait ensuite demandé que Le Bon soit poursuivi comme Carrier¹⁷, évoquant ainsi la possibilité d'attaques contre d'autres représentants du peuple.
- 11 Or, si seul Carrier fait l'objet d'une mise en accusation au début de l'an III¹⁸, c'est sans doute parce qu'il est un coupable idéal¹⁹. Idéal par sa fidélité aux idéaux de l'an II, qu'il ne cesse de réaffirmer à la tribune des Jacobins en particulier, par son isolement à Nantes comme à Paris, par une combinaison du physique et du caractère de l'homme qui prêtent peu à la sympathie, par la nature des crimes commis à Nantes, que l'on compare à ceux de Caligula ou de Néron, et enfin, parce que la Vendée est, à la fin de l'année 1794, le lieu d'une pacification jusqu'ici jamais envisagée²⁰.
- 12 Dans le rééquilibrage qui a lieu après Thermidor, la cristallisation de l'attention de tous sur Nantes et sur Carrier offre aux Conventionnels la possibilité de l'isoler et d'en faire le bouc émissaire qui leur permet de prendre leurs distances avec la Terreur et les pratiques terroristes.
- 13 C'est sans doute Tallien qui, le premier, comprend que l'opinion est lasse de la Terreur, et que la logique de la lutte politique exige à la fois la condamnation de la Terreur comme « système de pouvoir » et l'élimination de la « queue de Robespierre » : il est d'ailleurs le premier des conventionnels à utiliser le terme de « réaction »²¹. Exclue le 17 fructidor de la Société des Jacobins²², Tallien, Fréron et Le Cointre sont dans une situation politique délicate, d'autant qu'ils sont aussi sommés de rendre des comptes sur les dépenses non justifiées pendant leurs missions passées²³. Leur survie politique passe donc par la liberté de la presse revendiquée par Fréron dès le 9 fructidor, et par la création d'une clientèle politique, que les nombreuses visites de Legendre ou Tallien dans les prisons, leur constituent au gré des élargissements et de l'importance prise par les Muscadins²⁴.
- 14 Ces multiples élargissements alimentent justement les luttes politiques, les attentes comme les craintes. Face à ceux qui protestent de la libération des « aristocrates », Tallien et Fréron se félicitent de ce qui doit permettre aux patriotes de faire éclater leur innocence et désigner les vrais coupables, les « restes impurs de la faction de Robespierre »²⁵. Au lendemain de Thermidor, la Société des Jacobins s'impose comme la seule instance destinée à justifier la résistance au démantèlement des structures issues de la Terreur et à assumer la défense de l'ancien personnel terroriste.
- 15 Le 25 fructidor, dans *L'Orateur du peuple*, Fréron lance la campagne de dénonciation contre Carrier, « tout dégoulinant du sang des malheureux nantais »²⁶, en associant la tentative d'assassinat sur Tallien aux Jacobins et à Carrier²⁷. C'est aussi sous la plume de Fréron, le jour de l'acquittement des Nantais, qu'apparaît la première demande de

comparution de Carrier au Tribunal révolutionnaire : « Tu as beau faire Carrier, les clameurs du peuple t'appellent au tribunal et un nuage de sang s'élevant du fond de la Loire va crever sur ta tête. Déjà, les 94 Nantais sont acquittés et ton comité d'assassins est mis en jugement »²⁸.

- 16 Parallèlement, Tallien dans *L'Ami du citoyen*²⁹, Galetti³⁰, dans *Le Journal des lois de la République française, une et indivisible* ou Babeuf³¹ dans *Le Journal de la liberté de la presse*, relayent les attaques contre Carrier et « les lieutenants de la Jacobinière »³². Des attaques où, à l'image des adresses envoyées à la Convention, est proposée une représentation du terroriste accessible au plus grand public dans un langage commun, voire trivial. Cette presse anti-jacobine, soutenue par une importante production pamphlétaire, dont les auteurs sont quelquefois les mêmes, stigmatise les « buveurs de sang » et les robespierristes. On y retrouve certains Muscadins connus, comme Sérizy ou Martainville³³, qui sont très liés au groupe de députés proche de Tallien (Fréron, Barras, Legendre, Dubois-Crancé, Merlin de Thionville...) : tous se serviront de cette jeunesse dorée comme d'un outil politique pour se maintenir au pouvoir et pour éliminer les Jacobins.
- 17 Le 19 brumaire, lorsqu'une centaine de ces « jeunes gens » attaquent la Société des Jacobins, un rapport de police explique que « les esprits s'échauffent de plus en plus [...], chacun attend avec impatience le rapport relativement à Carrier, qu'on regarde comme la cause momentanée, ou du moins le prétexte, des troubles qui agitent la Convention et par contre-coup tous les esprits »³⁴. Le 21 brumaire au soir, alors qu'à la Convention Romme rapporteur de la commission des Vingt-et-Un, vient de conclure qu'il y a bien lieu à accusation contre Carrier³⁵, plusieurs centaines de personnes, « venues du Palais-Royal », attaquent la salle de Jacobins. Le lendemain, le décret sur la fermeture de la Société des Jacobins se fait sans débat, seules deux voix s'élèvent parmi les Jacobins pour demander l'appel nominal (Châles et Duquesnoy)³⁶.
- 18 « L'affaire Carrier » permet aux Thermidoriens de se réapproprier le discours radical de l'an II, de l'inverser pour finalement le retourner contre les hommes de l'an II. B. Baczko a bien montré comment le procès du Comité révolutionnaire de Nantes et de Carrier fournit la matrice du discours thermidorien³⁷, en élargissant les critiques contre les factions montagnardes de l'an II à toute action jacobine, pour les inclure dans une définition consubstantielle de la violence criminelle³⁸. Les Jacobins deviennent donc les « buveurs de sang », les « monstres », les « royalistes à bonnet rouge » et doivent être de ce fait mis hors la société. Autant d'épithètes qui ont servi auparavant à l'encontre des contre-révolutionnaires et qui réintègrent le discours révolutionnaire pour opérer une nouvelle distinction entre le bon peuple et un *Autre*, terroriste, criminel, hors du contrat social.
- 19 Parallèlement, le statut des victimes change : alors qu'avant l'an II, les victimes des violences étaient forcément coupables (contre-révolutionnaires, traîtres, émigrés, rebelles....), celles de l'an II sont forcément innocentes. À ce titre les « rebelles de la Vendée » ne sont plus que de « pauvres citoyens égarés » qu'il convient de ramener dans le sein de la patrie ; leurs bourreaux sont forcément coupables et acteurs d'une violence criminelle. Comme les révolutionnaires voient obligatoirement dans cet adversaire, dans cet *Autre*, l'Ancien Régime, les Jacobins aujourd'hui décriés deviennent nécessairement « tyrans ». Un déterminant accolé à Carrier dès le début de l'année 1794, dans la lettre envoyée par Jullien fils à Robespierre, lors de son passage à Nantes, où il affirmait avoir « vu dans Nantes l'Ancien Régime » et renaître le despotisme³⁹. Une

alliance Jacobins/» tyrans » récupérée à la Convention la veille de la présentation du rapport de la commission des Vingt-et-Un, –lorsqu'on accuse les Jacobins d'être les complices des émigrés de Suisse⁴⁰–, puis par une longue diatribe de Reubell, le même jour :

« Sans doute il est des aristocrates ; mais que chacun de nous descende dans sa conscience, qu'il jette un coup d'œil sur l'intérieur de la République ; il verra que ceux qui dans les départements sont les patriotes les plus exagérés étaient aristocrates au commencement de la révolution. Étaient-ce les aristocrates, à la manière de certains gens, qui dans la nuit du 9 au 10 thermidor conspiraient contre la République ? Étaient-ce les aristocrates qui, dans cette nuit célèbre, remplissaient les tribunes des Jacobins et de la commune rebelle ? Étaient-ce les aristocrates qui voulaient assassiner la représentation nationale ? Étaient-ce les aristocrates qui voulaient dominer pour se gorger d'or ? Non, c'étaient les Jacobins ! Pouvez-vous vous dissimuler, sans passer pour des lâches, que le système qui existait aux Jacobins avant le 9 thermidor ne soit le même que l'on suit maintenant ? Quel est le Jacobin rebelle qui soit tombé sous le glaive de la loi depuis le 9 thermidor, si ce n'est le vice-président ? S'il y avait un président aux Jacobins dans la nuit du 9 au 10 thermidor, il y avait aussi une assemblée ; pourquoi avoir puni l'un et fait grâce aux autres ? Quelles sont maintenant les tribunes des Jacobins ? Les mêmes du 9 thermidor : elles sont composées de Furies de guillotine, qui ne font d'autres métiers que de les remplir, et de venir assiéger celles de la Convention nationale. C'est ainsi qu'une poignée de factieux se met insolemment en opposition avec votre sublime *Adresse*. Souffrir que de misérables factions se mettent au-dessus de la Convention nationale, quelle honte pour nous ! »⁴¹.

- 20 En mettant en exergue Carrier, en l'exhibant comme représentatif des Jacobins, il s'agit avant tout pour les hommes en place de se maintenir au pouvoir, en abandonnant l'antagonisme entre Terreur et Vertu et en insistant sur le fait que l'épisode terroriste est terminé. Le retournement du discours sur la Terreur et la violence qui lui est inhérente vise plusieurs objectifs politiques à court terme. Il s'agit d'abord de représenter la Terreur et d'affirmer sa réalité à ceux qui la nient, et qui sont donc condamnables pour ne pas reconnaître qu'il y a eu violence criminelle. L'acceptation par les thermidoriens d'une version jacobine qui identifiait la Terreur au peuple, leur permet d'affirmer une méfiance par rapport à ce peuple devenu barbare⁴² : la conséquence politique en sera que si la violence du peuple est criminelle, il faut donc lui opposer une bonne violence qui doit protéger et conserver la société.
- 21 Au cours du procès, l'un des accusés, Goullin, soutient « que toutes les mesures, toutes extrêmes qu'elles paraissent, étaient inévitables. Parisiens ! si vous avez jugé nécessaire la journée du 2 septembre, notre position était peut-être encore plus délicate que la vôtre : ces noyades toutes révoltantes qu'elles vous semblent n'étaient pas moins indispensables que le massacre du 2 septembre auquel vous vous êtes livrés »⁴³. Mais le président du Tribunal révolutionnaire refuse tout net la comparaison, estimant que « le vrai patriote n'a jamais été septembriseur »⁴⁴. Sous la Terreur, les révolutionnaires qui veulent élaborer une humanité fraternelle remplaçant les relations « inhumaines » imposées par l'Ancien Régime, voient dans leurs adversaires des ennemis du genre humain, ce qui justifie les violences les plus extrêmes. Thermidor rend aux personnes privées un espace autonome et les crimes commis par Carrier « au nom de l'humanité » ne sont plus défendables⁴⁵. Ce qui revient à contester l'essence même du jacobinisme qui a toujours succombé à la tentation de faire de l'ennemi un individu hors du contrat social.

- 22 La Convention a-t-elle conscience qu'en désignant les Jacobins comme les nouveaux « contre-révolutionnaires », elle leur applique le même schéma d'exclusion que celui qu'elle leur reproche justement ? Et que ce discours d'exclusion ne résoudra pas la question de la violence sous sa forme anti-jacobine, devant laquelle elle sera - temporairement- dépourvue ?⁴⁶
- 23 Mais l'enjeu immédiat de ce « tournant de l'an III » est ailleurs. S'il passe par la condamnation de la violence terroriste -sans régler le problème de la violence populaire ou d'une éventuelle violence d'État-, au travers des luttes et des éliminations successives, c'est la légitimité du pouvoir qui est en jeu. La Convention nationale doit faire face à ceux qui s'instituent porte-parole du peuple : hier les Jacobins - « factieux, criminels, bêtes féroces »-, aujourd'hui ces Thermidoriens -qui se montrent « intègres, instruits et patriotes »-. Si la question de la légitimité est centrale dans la compréhension de la Terreur, elle l'est tout autant dans celle de la sortie de la Terreur. Les luttes politiques de brumaire-frimaire an III, déclenchées et exacerbées par le procès de Carrier, sont à replacer dans la logique de toutes celles qui parcourent l'année 1794 (éliminations des hébertistes, des indulgents, des robespierristes...). Elles concluent l'année en liquidant l'héritage structurel de la Terreur, en discréditant les courants les plus radicaux et en permettant la stabilisation d'une classe politique⁴⁷.
- 24 Le 3 frimaire, en votant à l'unanimité la mise en accusation de Carrier⁴⁸, les Conventionnels lâchent leur collègue, dont les actes ne peuvent plus être légitimés et affirment ainsi leur déni d'une responsabilité collective⁴⁹. Une unanimité qui joue aussi une fonction précise dans la constitution d'une identité politique, d'une appartenance idéologique commune pour l'avenir immédiat de ces conventionnels. Dès fructidor, et plus particulièrement à partir de la fin brumaire, le déchaînement pamphlétaire alimenté par les révélations nantaises, oblige le corps politique à se repositionner dans une nouvelle bipolarisation -Jacobins/anti-Jacobins ou terroristes/anti-terroristes. Une période de la Terreur rejetée par l'ensemble de ces Thermidoriens, et qui semble appréhendée de l'extérieur, par des hommes qui se posent désormais ou en victimes ou en spectateurs de celle-ci⁵⁰. Tous se positionnent face une violence désormais jugée inacceptable.
- 25 C'est donc la reprise en main du pouvoir qui est en jeu à travers une politique de la réaction qui a été « moins incohérente, inorganisée et imprévoyante qu'on l'a dit »⁵¹, et où l'effective lassitude des Français de la Terreur a aussi masqué les intérêts des « vaincus de l'été 1793 », désormais soucieux de revanche sociale. Si dans l'immédiat après-Thermidor, les « patriotes » sont encore divisés, le tournant de brumaire-frimaire permet de stabiliser le nouveau régime, de « rendre impossible l'application de la Constitution de 1793 » et de réduire pour la première fois la politique à une technique du pouvoir⁵². Pour cela deux conditions étaient nécessaires : la fermeture de la salle du Club des Jacobins et la punition d'un coupable. À partir de là, le divorce s'établit entre la classe politique et l'opinion : celui-ci ne cessera de s'aggraver par la suite, entraînant de nouveaux clivages entre les républicains et isolant les néo-jacobins. Une pédagogie collective, une construction mémorielle
- 26 En offrant en la personne de Carrier une cible reconnaissable pour juger des pratiques de la Terreur, la Convention favorise et accompagne la formation de la légende noire du représentant, qui s'enracine dans les pamphlets édités entre fin fructidor et fin brumaire. Parmi les productions recensées, on en dénombre plus d'une trentaine où le

nom de Carrier est cité dans le titre même⁵³, ce qui n'est pas exclusif des attaques contre Carrier dans les pamphlets non nominatifs.

- 27 Les auteurs de ces pamphlets, anonymes pour la plupart, utilisent des notions et un vocabulaire hérités de la Terreur ; il s'agit surtout de proclamations belliqueuses à l'encontre des vaincus, d'insultes contre les Jacobins et de critiques contre le gouvernement révolutionnaire. Des pamphlets qui se copient les uns les autres, avec des expressions et des situations identiques ; parmi les auteurs connus, on retrouve Méhée de la Touche, l'auteur de *La Queue de Robespierre*, qui signe le premier pamphlet contre Carrier : *Les noyades ou Carrier au Tribunal révolutionnaire* (28 septembre). Mais ce dernier ne tarde pas à être relayé par les politiques qui cherchent à retourner l'opinion publique : Legendre dont on publie le *Discours [...] contre le noyeur Carrier et les lieutenants de la Jacobinière*⁵⁴ ; Fréron dont *L'Orateur du peuple* se fait la voix du « peuple français sur sa juste impatience de voir Carrier au fauteuil »⁵⁵. Tous les jours sont annoncées de nouvelles publications ou de nouvelles révélations sur les atrocités commises à Nantes ; Carrier ne quitte plus les titres ; ainsi, le 1er brumaire an III, la *Gazette historique et politique de la France et de l'Europe*, écrit que « Carrier est absolument à l'ordre du jour dans toute la République ; il n'est pas une brochure, un pamphlet où il ne soit question de lui. Tous les jours, des colporteurs crient son nom dans les rues »⁵⁶.
- 28 Dans le cas de Carrier, les attaques peuvent être classées en cinq catégories : la folie, la criminalité, l'animalité, la dépravation sexuelle et la trahison⁵⁷.
- 29 Carrier est fou, et c'est ainsi qu'on le décrit le sabre nu à la main, hurlant dans la société populaire de Nantes. On assure qu'il supervise l'assassinat de rebelles dans les rues de Nantes, qu'il aurait même voulu jeter dans le feu de sa chambre le greffier d'un juge de paix...⁵⁸
- 30 Carrier est bien sûr un criminel et, pour les noyades, on insiste particulièrement sur celles concernant des femmes enceintes, sur les « mariages républicains⁵⁹ », sur des enfants promenés au bout d'une pique avant de les noyer...
- 31 Mêlant la folie et la criminalité, certains pamphlets décrivent la *Vie sans pareille, politique et scandaleuse du sanguinaire Carrier*⁶⁰, cherchant dans son enfance les raisons de ses débordements. On y lit ainsi que « dès l'âge le plus tendre, il n'avait de plus grand plaisir que de rassembler les mouches qu'il prenait vivantes, et auxquelles il faisait mille tourments », qu'il « parcourait les bois et les campagnes, armé d'un pistolet ou d'une arbalète [et que] tous les oiseaux qui se trouvaient sur son passage étaient certains de mourir ». On y trouve aussi l'origine de sa perversion et de « ce qui donna lieu aux parties de plaisir que Carrier éprouva si longtemps à Nantes », puisque c'est « sur les bords de la Dordogne, [qu'] il plongea un chien qu'on lui avait confié, et le força à nager tant bien que mal, pendant quatre heures entières, jusqu'à ce [...] qu'il périt au milieu de eaux ».
- 32 Carrier est un animal. Assimilé comme les autres Jacobins aux « tigres assoiffés de sang », aux « monstres », aux « sauterelles »⁶¹, il bénéficie aussi d'un traitement spécifique et dans son cas l'atteinte au corps est manifeste. Toutes les descriptions physiques de Carrier en font une créature « ignoble », mi-homme, mi-animal, un « monstre à face d'homme »⁶² pour qui « la nature s'était trompée en lui donnant pas de griffe »⁶³.
- 33 Carrier est un dépravé sexuel⁶⁴ et les accusations de violence sexuelle constituent un point fort de l'anti-portrait. Des témoignages nombreux assurent qu'il soustrait des

prisons de jeunes beautés rebelles et, qu'après en avoir joui, il les fait noyer ; ou encore qu'il s'adonne avec ses complices du comité révolutionnaire à des orgies dans une maison de la banlieue nantaise. Sont dénoncés des chantages à caractère sexuel contre des libérations de prisonniers, comme ses liaisons avec de nombreuses femmes de la bonne société nantaise⁶⁵.

- 34 Enfin, l'accusation de trahison ne trouve sa force qu'au verdict du 26 frimaire, par lequel Carrier est condamné pour des crimes commis avec des intentions criminelles et contre-révolutionnaires. Traître à la Révolution et traître à la Convention dont il fait partie : devenant un acteur contre-révolutionnaire, il rejoint ainsi Robespierre qui avait voulu se faire roi.
- 35 S'accordant à la légende noire, les rares portraits du représentant – qui le dépeignent toujours le nez busqué, le regard noir et fixe, la bouche amère, quelquefois enveloppé dans un manteau de fourrure indiquant son statut animal⁶⁶ – véhiculent ainsi tous les stéréotypes du jacobin « semeur de haine », en opposition à ceux du sans-culotte dans une période du « tournant de l'an III », où ils commencent à se différencier⁶⁷.
- 36 Alimentée par la presse et répondant à une attente de l'opinion publique de démanteler l'héritage de l'an II, « l'affaire Carrier » construit un contre-imaginaire intense qui s'oppose à l'idéal héroïque de l'an II et doit permettre de clore la Révolution.
- 37 Cette image du « monstre » Carrier⁶⁸ est largement en place à la date du 7 frimaire, quand Carrier comparaît au Tribunal révolutionnaire. L'affaire constitue la plus longue jugée par le Tribunal révolutionnaire de Paris : elle débute le 25 vendémiaire et se conclut le 26 frimaire suivant, après 54 audiences. Aux 13 accusés traduits d'abord – la plupart témoins à charge dans le procès des 94 Nantais –, s'en ajoutent 19 autres, puis le représentant Carrier⁶⁹. Ce procès s'ouvre avec le même personnel judiciaire que le précédent : Claude-Emmanuel Dobsent en assure la présidence, assisté de 3 vice-présidents, 18 juges, un accusateur public (Leblois), un greffier et 59 jurés, parmi lesquels le peintre Topino-Lebrun.
- 38 Avant même sa comparution au tribunal, il fut refusé plusieurs possibilités à Carrier : celle d'assister à l'appel nominal sur sa mise en accusation, comme l'avait fait Marat⁷⁰, celle d'être jugé par une autre section du Tribunal révolutionnaire que celle qui juge le comité de Nantes et ce malgré l'appui de quelques uns de ses collègues⁷¹, celle de récuser une partie des jurés ou de demander qu'ils soient tirés au sort devant lui⁷².
- 39 240 témoins sont appelés à témoigner⁷³ et 220 se présentent, et si à partir de la comparution de Carrier une partie des débats doit être recommencée, 96 témoins sont malgré tout renvoyés par le président Dobsent entre les deux procès. Parmi ces témoins, on peut distinguer trois groupes : des administrateurs locaux et des membres de la société populaire Vincent-la-Montagne ou de la compagnie Marat qui dans l'ensemble ne déposent rien contre Carrier ; des citoyens « observateurs » dont les dépositions sont assez incertaines quant aux détails et aux dates ; enfin, des « colporteurs de la rumeur »⁷⁴.
- 40 Une fois inculpé, Carrier établit une liste de personnes qu'il souhaite faire venir à la barre, parmi lesquelles plusieurs militaires et plusieurs de ses collègues de l'Assemblée⁷⁵. Exceptés huit d'entre eux (Francastel, Milhaud, Hentz, Mirande, Fayau, Beaugeard, Bo et Charles Duval), les témoins réclamés par Carrier ne sont ni cités à la barre, ni interrogés par écrit. Ne sont pas cités à comparaître les militaires (dont les dépositions sont réglementées par les lois des 18 et 19 prairial an II), en particulier les

généraux Marceau et Kléber, dont on connaît des lettres qui attestent de relations de confiance mutuelle avec Carrier ; ni non plus quelques personnages-clefs à Nantes, comme Le Normand, directeur de l'hôpital. Il n'y a pas de témoin à décharge pour Carrier. Quant aux collègues cités à la barre, à l'exception de Hentz, absent sans motif et de Francastel, malade, les autres se sont tous prononcés pour la mise en accusation lors du vote nominal du 3 frimaire. Mais l'incrimination est aisée et lourde, et la législation étant sévère pour les faux témoignages à décharge – punis de 20 années de fer, ou de mort dans le cas de crimes contre-révolutionnaires⁷⁶ – on comprend que peu de témoins aient pris le risque de déposer en faveur du représentant.

- 41 Parmi les témoins à charge, deux ont été particulièrement accusateurs contre le représentant. Le premier témoin entendu, Laënnec, médecin nantais insiste sur les « mariages républicains » et surévalue le nombre de victimes de Carrier⁷⁷. On écrit généralement que c'est Laënnec qui dévoile les « mariages républicains », mais il comparaît le 25 vendémiaire, et les « mariages » sont déjà cités dans l'acte d'accusation des membres du comité de Nantes, le 17 du même mois. Un témoin dont on sait par ailleurs qu'il fut compromis dans l'affaire fédéraliste à Nantes, et qu'il a été en conflit avec Carrier, à propos de la direction de l'hôpital⁷⁸.
- 42 Phelippes de Tronjolly reste pour Carrier le plus redoutable de ses accusateurs. Ancien président du Tribunal criminel de Nantes, nommé puis relevé de ses fonctions par Carrier avant son départ de Nantes, il vient d'être acquitté par le Tribunal révolutionnaire, après avoir été intégré au procès des 94 Nantais, comparaissant pour fédéralisme. Il est le premier à dénoncer les atrocités commises à Nantes dans l'hiver 1793-1794 et à évoquer les noyades au lendemain de l'élimination des hébertistes⁷⁹, mais sans jamais accuser ou désigner Carrier. Il existe même des lettres adressées à Carrier, où il vante l'honnêteté et le courage du représentant. Une fois inculpé dans le procès des Nantais, il publie un second mémoire dans lequel, cette fois-ci, il accuse Carrier des « crimes et attentats » de Nantes⁸⁰ ; et au procès, il ne manque pas une occasion de se vanter d'être celui par qui Carrier est au Tribunal révolutionnaire.
- 43 Enfin, les dépositions des membres du comité révolutionnaire de Nantes sont retenues à charge contre Carrier et transmises tous les soirs au Comité de Sûreté générale par l'accusateur public Leblois⁸¹.
- 44 Par ailleurs, il n'y a pas eu d'instruction préalable, pas d'interrogatoires individuels des accusés – alors que des poursuites connexes à l'affaire principale auraient pu être engagées contre certains – et tous ceux qui ont assisté aux audiences ont souligné la grande confusion qui régnait dans les débats, où les témoins sont interrogés sans qu'aucune classification n'ait été opérée dans les témoignages, parfois collectifs, et dont certains prennent directement à partie le représentant pendant ses interventions. Personne ne relève non plus les évidentes divergences qui existent dans les témoignages des « auteurs de la répression⁸² » et des gens modestes ; personne ne s'étonne des exagérations évidentes, comme celles de Phelippes Tronjolly qui évoque le chiffre de 23 noyades. Notons toutefois, que les divergences portent sur les dates, les responsables cités ou le nombre de victimes, mais pas sur les faits eux-mêmes.
- 45 Lors du procès de Carrier, les tribunes sont pleines tous les jours, sans compter la foule parisienne qui attend aux alentours de la Salle de la Liberté, et qui « frémit d'horreur » à chaque nouvelle révélation⁸³.
- 46 Mais ce procès est joué d'avance. Au-delà des enjeux politiques qui expliquent son issue, la constitution du dossier judiciaire est aussi à interroger. En raison même de

leur collecte, de leur utilisation et de leur présentation, les pièces à charge contre Carrier sont à manipuler avec beaucoup de précaution.

- 47 Le rapport de la commission des Vingt-et-Un sur lequel se basent l'acte d'accusation comme l'essentiel des débats au procès, est le résultat de la compilation de deux types de sources : des dépositions émanant d'anciens administrateurs nantais, tous en conflit avec Carrier, dont certains ont été envoyés au Tribunal révolutionnaire sous l'accusation de fédéralisme ; des dénonciations recueillies par le comité de surveillance de Nantes, pour l'essentiel entre le 26 septembre et le 26 octobre 1794, dans le cadre d'un appel à témoignages pour le procès des membres du comité de Nantes. Par ailleurs, le personnel qui reçoit les dépositions à Nantes, dans l'automne 1794, est le même que celui qui était en place une année auparavant, comme ce greffier, nommé Saveneau, qui était déjà l'année précédente celui de la ville, mais aussi celui de la société populaire⁸⁴.
- 48 À Paris, ce sont les trois comités réunis qui ont choisi les pièces à conserver et certains députés avaient soulevé les dangers d'une manipulation possible⁸⁵. Ainsi, on relève dans les inventaires envoyés par le greffier de la municipalité de Nantes⁸⁶ mention de documents que l'on ne localise nulle part ailleurs après. La plupart des dépositions retenues dans le rapport de la commission tendent à isoler le représentant, négligeant les autres acteurs de la répression à Nantes : une tendance que l'on ne retrouve pas dans les dépositions aux procès parmi les « petites gens » (employés municipaux, domestiques, secrétaires, bateliers...). Enfin, le dossier du procès de Fouquet et Lamberty, les deux hommes de main de Carrier condamnés et exécutés à Nantes après son départ, demandé par la Convention⁸⁷, n'est utilisé ni dans le rapport des Vingt-et-Un, ni dans le déroulement du procès : il s'agit pourtant d'une pièce essentielle pour comprendre la réalité d'un « système terroriste ».
- 49 Dans le cas de Carrier, il est nécessaire de retracer l'itinéraire des archives qui ont servi à la constitution du dossier judiciaire et de s'interroger sur les utilisateurs intermédiaires et les lectures successives. Une histoire des archives qui doit être aussi essentielle que l'étude historiographique⁸⁸, afin d'opérer une « déconstruction » de la construction judiciaire qui doit nous éclairer sur les enjeux politiques et sociaux. Voir ainsi comment la reconstruction du passé dans la source judiciaire est l'expression du pouvoir d'une institution, et comment elle la légitime⁸⁹.
- 50 Élaboration idéologique immédiate certes, mais aussi mémorielle, et le procès de Carrier n'a cessé d'être instruit par l'historiographie des XIX^e et XX^e siècles. Cette historiographie est assez déroutante parce qu'elle est bien souvent exagérée et caricaturale quant au personnage de Carrier, et qu'elle amplifie ou minore les responsabilités de ce dernier.
- 51 Michelet, qui fait de Carrier « l'homme de la fatalité, l'exterminateur, le fléau de Dieu »⁹⁰ est assez représentatif d'une historiographie du début du XIX^e, qui a contribué à véhiculer la légende noire du représentant, faisant de lui un satrape forcené, œuvrant dans une atmosphère de débauche et d'arbitraire. Autour du centenaire de la Révolution, quelques grandes synthèses érudites ont nuancé les propos précédents. Avec Alfred Lallié, c'est l'apogée des travaux sur Carrier⁹¹, et d'une historiographie locale encore aujourd'hui indispensable. Si Lallié juge sévèrement tous les acteurs de la Terreur à Nantes, il considère Carrier comme une personnalité sans relief ; cependant ses travaux sont largement influencés par les auteurs thermidoriens qui ont contribué à noircir Carrier. Le comte de Fleury⁹² est le premier à prendre ses distances avec la

légende, en insistant en particulier sur les dérives inhérentes à la délégation de pouvoir excessive des représentants⁹³.

- 52 Au début du XX^e siècle, une troisième période dans l'historiographie de Carrier s'ouvre avec des érudits locaux qui cherchent à éclaircir des détails⁹⁴, en même temps que des historiens nantais tentent une réhabilitation prudente : Alfred Gernoux⁹⁵ conteste le poids des auteurs thermidoriens et interroge le rôle de l'archiviste Dugast-Matifeux dans la constitution des fonds d'archives nantais⁹⁶ ; Gaston-Martin⁹⁷ n'hésite pas à critiquer les témoignages du procès et insiste sur l'œuvre administrative et militaire de Carrier.
- 53 Mais aussi érudites soient-elles, les études des historiens nantais ne semblent pas reprises dans les grandes synthèses sur la Révolution qui continuent de présenter un Carrier « caricaturé » et de négliger la compréhension de la Terreur à Nantes. Toute une littérature procède de Michelet, comme le long article de Pierre Larousse dans son *Grand Dictionnaire universel* (1867), accablant pour Carrier, où l'auteur affirme que ce fut l'article « le plus difficile, le plus délicat et le plus pénible » du dictionnaire.
- 54 Depuis les années 1980, des réflexions nouvelles sont venues se joindre au débat sur Carrier. Jean-Joël Brégeon⁹⁸ développe surtout l'hypothèse selon laquelle la dynamique de la répression de la Vendée a dépassé les terroristes, poussant aux mesures les plus radicales. Toutefois, dans la lignée du livre de Reynald Secher⁹⁹, l'auteur compare l'organisation des mesures terroristes à Nantes à celles du régime hitlérien. Il va sans dire que cette notion récente de « génocide » est problématique et le parti pris idéologique certain ; on peut ajouter la position d'Alain Gérard¹⁰⁰, pour qui Carrier incarne au mieux la Terreur, et qui estime que c'est en révolutionnaire professionnel qu'il transforme Nantes en laboratoire de régénération de l'humanité. Une table ronde sur Carrier¹⁰¹, tenue à Aurillac en 1987, permet d'approcher le représentant au travers des archives départementales ou privées, ce qui est d'un grand intérêt, malgré des articles très inégaux.
- 55 Il convient toutefois, dans le cas de Carrier, de mettre l'accent sur la guerre civile, dans laquelle se mettraient en place des logiques d'exclusion et de radicalisation excluant toute recherche de compromis, éventuellement majorées par l'effondrement de l'État ; de mettre aussi l'accent sur l'importance des conflits locaux et des divisions entre révolutionnaires à Paris ou à Nantes¹⁰².
- 56 Enfin, on soulignera que l'historiographie blanche s'est « contentée » de récupérer la légende noire de Carrier, constituée par les révolutionnaires eux-mêmes dans le cadre d'un règlement de comptes politique, et qu'il n'y a pas eu victimisation de la mémoire nantaise¹⁰³.
- 57 Dans tous les cas, force est de constater que l'historiographie sur Carrier – comme les débats aux procès sur lesquels elle repose – s'est dans l'ensemble davantage focalisée sur les responsabilités des acteurs de la Terreur, et tout particulièrement de Carrier, que sur la mise en perspective de l'enchaînement répressif, ou de la réalité d'un « système terroriste » complexe, quelquefois incohérent. Une historiographie où bien souvent la légende prend le pas sur le récit, servie aussi dans le cas nantais par une tradition orale très défavorable au représentant¹⁰⁴.
- 58 Le procès de Carrier ne vise donc pas à rendre justice, il doit être compris comme une forme de pédagogie collective, où à travers des formes ritualisées comme à travers l'emploi d'outils sémantiques spécifiques, se met en place un discours commun autour

duquel se structure l'identité thermidorienne, et dans lequel des acteurs cherchent à retrouver une légitimité déniée.

- 59 Que Carrier soit coupable ou non, importe peu, son procès permet aux Thermidoriens d'engager une politique anti-jacobine qui doit éliminer la possibilité de retour aux principes de l'an II et redéfinir les alliances politiques. La fermeture du Club des Jacobins et la punition d'un coupable sont les conditions préalables à l'amorce d'une orientation thermidorienne : rappel des Girondins (18 frimaire), amnistie proposée aux Vendéens (12 frimaire), offensive contre les anciens membres des comités (30 frimaire) ... Vient ensuite une seconde étape de la « réaction » à partir de nivôse, au cours de laquelle les Thermidoriens investiront tous les cadres de l'an II (comités de gouvernement, comités révolutionnaires, sociétés populaires...). La dépanthéonisation de Marat, le rapport Saladin sur les « quatre grands coupables » marqueront le point de non-retour à l'an II¹⁰⁵.
- 60 Si les illusions dominant encore entre thermidor et frimaire, et que chacun se félicite de l'élimination du tyran, c'est le procès de Carrier en frimaire qui clarifie la situation. En permettant à tous les acteurs de se repositionner par rapport à la politique de l'an II, de se regrouper autour d'une volonté commune de « terminer la Révolution », ce procès apparaît comme la pierre d'achoppement sur laquelle le projet thermidorien peut s'ancrer.

NOTES

1. Procès au Tribunal révolutionnaire de Paris, des 94 Nantais entre le 22 et le 29 fructidor an III ; procès du Comité révolutionnaire de Nantes du 25 vendémiaire au 26 frimaire, auquel Carrier est intégré à partir du 7 frimaire.
2. Françoise BRUNEL, *Thermidor. La chute de Robespierre*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1989, p. 128.
3. Jean-Clément MARTIN, « Le procès Carrier, un procès politique ? », dans Emmanuel LE ROY LADURIE (dir.), *Les grands procès politiques*, Monaco, éd. du Rocher, 2002, p. 67-80.
4. À l'origine 132 Nantais arrêtés sur ordre du Comité révolutionnaire de Nantes, contresigné par Carrier en novembre 1793. Accusés de fédéralisme et d'actes contre-révolutionnaires, ils sont envoyés à Paris au Tribunal révolutionnaire, où ils ne seront plus que 94 à se présenter au procès.
5. Lise ANDRIES, « Les imprimeurs parisiens et la liberté de la presse (1789-1795) », *Dix-Huitième Siècle*, 1989, p. 247-261.
6. MEHEE DE LA TOUCHE, *La queue de Robespierre, ou les Dangers de la liberté de la presse*, Paris, 9 fructidor an II. Un pamphlet tiré à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires.
7. Michel BIARD, « Après la tête, la queue ! La rhétorique anti-jacobine en fructidor an II-vendémiaire an III », dans Michel VOVELLE (dir.), *Le tournant de l'an III. Réaction et terreur blanche dans la France révolutionnaire*, Paris, CTHS, 1997, p. 201-214. Voir aussi Sergio LUZZATTO, *L'automne de la Révolution. Luites et cultures politiques dans la France thermidorienne*, Paris, Champion, 2001, chap. 2.

- 8.Plus de deux cents pamphlets recensés par Maurice TOURNEUX, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, Paris, Impr. Nouvelle, 5 vol., 1890-1913, t. II, p. 416-432.
- 9.Acte d'accusation aux AN, W 493, 479, III, pièce n° 8.
- 10.*Archives parlementaires*, t. 99, p. 30-32 (à la date du 18 vendémiaire).
- 11.*Ibid.*, t. 99, p. 119-121.
- 12.*Ibid.*, t. 99, p. 215.
- 13.Déclaration de Goullin, le 1er brumaire an III. AN, W, 493, 479, III. Une copie de ce discours, signé par Goullin et ses co-accusés, est envoyée au Comité de Sûreté générale, d'après Émile GABORY, *Le voyage à Paris des cent trente-deux Nantais*, Paris, Perrin, 1933, p. 235.
- 14.Qui sont les mêmes que dans le procès précédent : Réal, Tronson-Ducoudray, Gaillard, Beaulieu.
- 15.Monestier, Rivery, Martinel, Arbogast, Baudran, François (de la Somme), Romme, Reynaud (de la Haute-Loire), Gaultier jeune (des Côtes-du-Nord), Lefranc, Guérin (du Loiret), Bonnet (de l'Aude), Servièrre, Hourier-Eloy, Lanthenas, Dubreuil-Chambardel, Chénier, Laa, Vidalot, Marcoz, Boudin.
- 16.Sur les débats précédant la mise en place de la commission, voir *Archives parlementaires*, t. 100 (du 2 au 8 brumaire et en particulier la journée du 6, p. 128-135) ; et sur la mise en place de la Commission des Vingt-et-Un, voir *Archives parlementaires*, t. 100, p. 182-185 (à la date du 8 brumaire, séance du soir).
- 17.*Archives parlementaires*, t. 100, p. 128-129.
- 18.Arrêté le 15 thermidor, avant tout comme robespierriste, Joseph Le Bon erre de longs mois dans diverses prisons, avant que la Convention ne décide de le renvoyer devant le tribunal criminel de la Somme, qui le condamne à mort le 29 messidor an IV (5 octobre 1795)
- 19.Pourtant de nombreux autres représentants auraient pu, au titre des atrocités perpétrées et de la même façon que Carrier, faire l'objet de poursuites. Une question d'ailleurs soulevée par Colin LUCAS, *La structure de la Terreur. L'exemple de Javogues et du département de la Loire*, Saint-Etienne, CIEREC, 1990, p. 254 : « Certains des méfaits les plus saisissants de la Terreur "anarchique" sont associés au nom de Carrier, qui symbolisera avec Le Bon en l'an III tout ce que l'an II a eu d'excessif et d'horrible. En fait, cependant, ces deux hommes se sont toujours comportés avant tout comme des agents du gouvernement central ; c'est un homme comme Javogues qui incarne avec le plus d'exactitude l'incapacité de la Terreur anarchique à proposer un système de gouvernement coordonné ».
- 20.Amnistie proposée le 2 décembre 1794 à tous ceux qui déposeraient les armes, et ouverture de négociations entre la République et les chefs vendéens, qui aboutiront à la paix provisoire de la Jaunaye en février 1795.
- 21.Raymonde MONNIER, « Un enjeu sous Thermidor : la mise en activité de la constitution de 1793 », dans *Mélanges Michel Vovelle, Volume de l'IHRF, Sur la Révolution, approches plurielles*, Paris, Société des études robespierristes, 1997, p. 281-289.
- 22.Alphonse AULARD, *La Société des Jacobins*, Paris, 1897, t. VI, p. 407-417. On notera d'ailleurs que contrairement à ce que l'on écrit généralement, Carrier n'est pas le responsable de leur exclusion de la Société des Jacobins, même s'il participe effectivement au débat.
- 23.Sur l'interpellation de Billaud-Varenne, le 23 fructidor, voir Albert MATHIEZ, *La réaction thermidorienne*, Paris, A. Colin, 1929, p. 48-53.

24. François GENDRON, *La jeunesse dorée. Épisodes de la Révolution française*, Québec, Presses Universitaires du Québec, 1979, p. 8-9.
25. Alphonse AULARD, *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, Paris, 1904, vol. XV, p. 678.
26. *L'Orateur du Peuple* par Fréron, t. VII, n° 1 (25 fructidor).
27. Il est étonnant aussi de lire sous la plume de certains pamphlétaires que d'autres représentants en mission, dénoncés pour les atrocités commises, deviennent de « digne[s] émule[s] de Carrier », comme Collot d'Herbois par exemple, voir LEBONNEL, *Le Cri du sang qui demande vengeance*, Paris, Imprimerie philanthropique, n.d. [an III], cité par Michel BIARD, *Missionnaires de la République*, Paris, CTHS, 2002, p. 367. *Idem*, *Collot d'Herbois. Légendes noires et Révolution*, Lyon, PUL, 1995.
28. *L'Orateur du peuple* par Fréron, t. VII, n° 3 (29 fructidor).
29. Parution à partir du 23 fructidor, et dont le principal rédacteur est Méhée de la Touche.
30. Dont les liens avec Villenave, ancien administrateur nantais et jugé avec les 94, sont certains. Voir Emile GABORY, *Le voyage à Paris des 132 Nantais*, *op. cit.*
31. Daniel MARTIN « Responsabilité du chef ou dilution de la responsabilité ? La vision de Babeuf sur Carrier et consorts à Nantes en 1793-1794 », dans *Actes de la table ronde Jean-Baptiste Carrier* (Aurillac, 30 mai 1987), *Revue de la Haute-Auvergne*, t. 51, Aurillac, 1988, p. 439-452.
32. Gilles LEVY, « Jean-Baptiste Carrier vu par la presse parisienne et les rapports de la police secrète », *Ibidem*, p. 363-388.
33. François GENDRON, *La jeunesse dorée*, *op. cit.*, p. 37. A. Martainville est aussi le rédacteur du *Moniteur*.
34. Cité par Alphonse AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et le Directoire*, Paris, Maison Quentin, 1898, t. II, p. 227.
35. AN, AF II, 51, 386, pièce 1. *Archives parlementaires*, t. 101, p. 103-128.
36. *Archives parlementaires*, t. 101, p. 166-167. Duquesnoy qui déclare « que je suis Jacobin, et que j'aime mon pays ». Voir aussi Françoise BRUNEL, « Les derniers Montagnards et l'unité révolutionnaire », *AHRF*, 1977, n° 229, p. 385-404.
37. Bronislaw BACZKO, *Comment sortir de la Terreur. Thermidor et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1989. Voir aussi Sergio LUZZATTO, *L'automne de la Révolution*, *op. cit.*
38. Colin LUCAS, « Les thermidoriens et les violences de l'an III », dans Roger DUPUY, Marcel MORABITO (dir.), *1795. Pour une République sans Révolution*, Rennes, PUR, 1996, p. 39-48.
39. Lettre de Jullien fils à Robespierre, datée du 16 nivôse an II (4 janvier 1794), et envoyée aux membres composant le Comité de Salut public par la commission d'examen des papiers de Robespierre et complices. Aux AN, AF II, 51, dossier 386, pièce n° 6.
40. *Archives parlementaires*, t. 101, p. 73 (à la date du 20 brumaire).
41. *Ibidem*, p. 77.
42. Bronislaw BACZKO, *Comment sortir de la Terreur*, *op. cit.* Colin LUCAS, « Revolutionary Violence, the People and the Terror », dans Keith BAKER, *The Terror*, Oxford, Pergamon Press, 1994, p. 57-79 ; *Idem*, « Les thermidoriens et les violences de l'an III », *op. cit.* Voir aussi sur les origines d'une culture politique de la violence chez les élites, Timothy TACKETT, « La Révolution et la violence », dans Jean-Clément MARTIN (dir.), *La Révolution à l'œuvre. Perspectives actuelles dans l'histoire de la Révolution*, Rennes, PUR, 2005, p. 207-216.

43. Bulletin du Tribunal révolutionnaire, n° 5, à la date du 25 vendémiaire an III. Débats duprocès du Comité de Nantes repris dans Jacques DUPAQUIER, Carrier. Le procès d'un missionnaire de la Terreur et du Comité révolutionnaire de Nantes (16 octobre-16 décembre 1794), Pontoise, Éd. des Etannets, 1994, 2e partie.

44. Ibidem.

45. Jean-Clément MARTIN, Contre-Révolution, Révolution et Nation en France, 1789-1799, Paris, Points Seuil, 1998.

46. Des violences anti-jacobines en l'an III qui ne seront pas contrôlées par la Convention, et dans lesquelles Donald SUTHERLAND, (« Le procès Carrier : la Terreur blanche et l'échec de l'homme nouveau », dans *La Révolution et les processus de socialisation de l'homme moderne, Actes du colloque de Rouen (13, 14, 15 octobre 1988)*, Paris, Éd. Messidor, 1989, p. 517-524) voit l'échec de la manœuvre des Thermidoriens qui croyaient que la mise en accusation de Carrier serait le moyen de limiter la contre-terreur.

47. Pour Jean-Clément MARTIN (*Révolution et Contre-révolution en France de 1789 à 1995*, Rennes, PUR, 1996, p. 106-107), c'est « à partir de Varennes, [que] le trône est vide, et le 10 août 1792 achève de justifier toutes les insurrections violentes qui ont marqué les "journées révolutionnaires", et ouvre la voie à la lutte armée pour le pouvoir, dont on sait qu'elle s'achève au 18 Brumaire par une légitimité gagnée les armes à la main, à l'extérieur et à l'intérieur de la France ».

48. *Procès-verbaux de la Convention Nationale*, t. 50, p. 26-78. *Moniteur*, XXII, p. 589-596. Sur 500 votants, seuls deux députés se prononcent pour l'accusation sous condition. Toutefois, il faut noter que 260 députés ne sont pas en séance ce jour là, dont beaucoup ne justifieront pas leur absence ! Une pratique de l'appel nominal qui a eu lieu trois fois auparavant : au moment du procès de Louis XVI (*Archives parlementaires*, t. 57, p. 58 et sq.), pour la commission des Douze (*Archives parlementaires*, t. 65, p. 494 et sq.) et pour l'acquittement de Marat (*Archives parlementaires*, t. 62, p. 68 et sq.).

49. Sophie WAHNICH, « La question de la responsabilité collective en l'an III », dans *Le tournant de l'an III, op. cit.*, p. 85-97.

50. Une attitude que l'on retrouve dans les mémoires de ces Thermidoriens étudiés par Jean-Luc CHAPPEY, *Mémoires de Thermidor. Étude d'une nébuleuse politique*, DEA, s.d. Michel VOVELLE, Université de Paris-I, 1993. Voir aussi Sergio LUZZATTO, *Mémoires de la Terreur. Vieux montagnards et jeunes républicains au XIX^e siècle*, Lyon, PUL, 1991.

51. Françoise BRUNEL, « Mélanges sur l'historiographie de la réaction thermidorienne. Pour une analyse politique de l'échec de la voie jacobine », *AHRF*, n° 237, 1979, p. 455-474.

52. Une « réduction » qui, selon Françoise BRUNEL (*Ibidem*), est la condition de la possibilité du coup d'État du 18 Brumaire.

53. Quelques titres éloquentes ! La Loire vengée ou recueil historique des crimes de Carrier et du Comité révolutionnaire de Nantes ; avec les détails de la procédure et des moyens employés par ces scélérats et leurs complices pour se soustraire au glaive de la loi, Paris, an III, 648 p. ; Tableau effrayant des crimes et forfaits commis par Carrier, pièces originales contre lui ; ses mauvais moyens de défenses et ses réponses à la Convention nationale aux accusations portées contre lui, Paris, s.d., 32 p. ; Vous laisserez-vous écorcher sans rien dire ? Tableau comparatif de la conduite de Polverel et Santhonax dans les colonies avec celle de Carrier à Nantes. Ou preuves évidentes apportées par un habitant de Saint-Domingue et un Nantais, que de la politique des gouvernements dépendent les destinées du peuple français, Paris, s.d., 15 p. ; Dernier

coup porté aux hommes de sang. Le Bon assis sur des cercueils, portant un crâne comme couronne et pour sceptre un ossement, tendant la main à son ami Carrier, Paris, 18 brumaire an III, 16 p. ; La queue de Carrier traînante dans la société populaire de Nantes, connue sous le nom de Vincent-la-Montagne, Paris, 8 brumaire an III, 8 p. ; À bas la tête de Carrier et toutes celles qui lui ressemblent. C'est le moyen de ne plus avoir ni tête ni queue, s.d., 16 p.

54. Discours de Legendre, de Paris, contre le noyeur Carrier et les lieutenants de la Jacobinière, prononcé à la Convention le 3 vendémiaire an III, s.l.n.d., 7 p.

55. *L'Orateur du peuple* par Fréron, à la date du 6 brumaire an III.

56. Gazette historique et politique de la France et de l'Europe, à la date du 1er brumaire an III.

57. Voir des catégories identiques dans les attaques contre Javogues (Colin LUCAS, *Javogues [...]*, op. cit., 1990, p. 54-62), ou encore contre Antonelle (Pierre SERNA, *Antonelle, aristocrate et révolutionnaire*, Paris, éd. du Félin, 1997, p. 271, où l'auteur évoque « un cercle d'infamie aux aspects multiples »).

58. Voir les témoignages recueillis contre Carrier dans le rapport de la commission des Vingt-et-Un, aux AN, AF II, 51, dossier 386, pièce n° 1, 26 p.

59. Une pratique qui consiste à attacher ensemble un homme et une femme nus avant de les précipiter dans la Loire pour les noyer. Celle-ci reste problématique puisqu'elle a été évoquée pendant les procès, mais ne semble pas reprise systématiquement dans les dépositions ; il est vraisemblable que la pratique a existé mais elle reflète sans doute une réalité marginale.

60. Vie sans pareille, politique et scandaleuse du sanguinaire Carrier, ex-député à la Convention nationale et envoyé en qualité de Représentant du peuple à Nantes, théâtre de ses fureurs ; suivie de quelques anecdotes sur ses complices, Paris, chez Prévost imprimeur, an III.

61. Comme dans une planche préfigurant la bande dessinée, où sous le titre « Les plaies de l'Égypte » sont récapitulés les crimes de la Révolution : 8^{ème} plaie : les sauterelles. *Commissaires envoyés dans les Départements, Carrier, Collot, Fréron, Joseph Le Bon, etc.* (BNF, Cabinet des estampes). Voir aussi sur les attaques contre les représentants, Michel BIAUD, *Missionnaires de la République*, op. cit., chap. VII.

62. La Révolution en vaudevilles, ou Précis exact et circonstancié de ses principaux événements depuis l'Assemblée des Notables, jusqu'à la conclusion du procès de Carrier et compagnie ; nos armées, leurs succès et leurs revers, par le citoyen P***, Paris, chez Champon imprimeur, an III, p. 148.

63. Vie sans pareille..., op. cit., p. 60.

64. Une première accusation de ce type formulée par JULLIEN (op. cit., note 39), qui a vu Carrier « dans un sérail entouré d'insolentes sultanes, et d'épaulettes lui servant d'eunuques ».

65. Voir le démenti de cette affirmation dans Arthur VELASQUE, « Sur les amours de Carrier », *AHRF*, 1924, I, p. 149-160.

66. Comme dans le dessin de F. Bonneville (Musée Dobrée, Nantes), que l'on retrouve dans de nombreux ouvrages.

67. Michel NAUDIN, « La réaction culturelle en l'an III : la représentation du jacobin et du sans-culotte dans l'imaginaire de leur adversaire », dans *Le Tournant de l'an III*, op. cit., p. 278-291.

68. Corinne GOMEZ-LE CHEVANTON, « Les figures du “monstre” Carrier : représentations et utilisations », dans Actes d'une journée d'études, *Les représentations de l'homme politique, XVIII^e-XIX^e siècles* (février 2005), Rouen, *Cahiers du GRHIS* (à paraître).
69. Voir acte d'accusation contre Carrier, aux AN, C 327 (1), 1431, pièce 34 (à la date du 5 frimaire) ; *Moniteur*, XXII, p. 604.
70. *Moniteur*, XXII, p. 588.
71. *Moniteur*, XXII, p. 591-592 (Thirion, Lesage-Senault, Albitte l'aîné, Bernard de Saintes, Gaston).
72. Demande de récusation de 3 jurés (Saulnier, Sambat et Topino-Lebrun), voir *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, n° 5, qui lui est refusée considérant qu'il peut être poursuivi comme complice du comité de Nantes, conformément au décret du 22 vendémiaire.
73. Liste des témoins, aux AN, W 393, dossier 479, 2e partie, pièces 55 à 86 (31 pages).
74. Voir l'étude d'Arthur VELASQUE, « Études sur la Terreur à Nantes. Les procès de Carrier et du comité révolutionnaire de Nantes », *AHRF*, 1924, p. 545-557.
75. AN, W 230-231, Registre de correspondance du 16 brumaire au 15 prairial an III. Une liste de 33 témoins, sans compter les grenadiers de la Convention qui lui ont servi de garde pendant son arrestation, et parmi lesquels les officiers Vimeux, Deviau, Danel, Beaupuy, Mitifiot, Duhaud, les députés Pocholle, Choudieu, Fayau, Bellegarde, Bourbotte, Turreau, Francastel, Hentz, Garreau, Bo, Milhaud, Mirande, J.-B. Lacoste, Esnüe-Lavallée, Ch. Duval, Beauregard, Chaumont, et Anderson, consul des États-Unis d'Amérique.
76. Anne GIROLLET, « Le témoin sous la Convention : un instrument de la Terreur », dans Benoît GARNOT (dir.), *Les témoins devant la justice. Une histoire des statuts et des comportements*, Rennes, PUR, 2003, p. 129-138.
77. *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, n° 5 et 6. Paul COLMET, « À propos de la déposition de Laënnec au procès de Carrier », *Revue Internationale des Sociétés secrètes*, 1926, XV, p. 682-686.
78. Émile GABORY, *Le voyage des 132 Nantais*, op. cit., p. 235.
79. Mémoires du sans-culotte Phélippe, précédemment connu sous le nom de Tronjolly, s.l., germinal an II, 12 p.
80. Dénonciations des crimes et attentas contre la société et la République, commis à Nantes et dans tout le département de la Loire-Inférieure pendant la mission du représentant du peuple Carrier et par le comité révolutionnaire de Nantes, faite par Phélippe dit Tronjolly, accusé détenu, ex-président des tribunaux criminels et révolutionnaires du département de la Loire-Inférieure, Nantes, 11 fructidor an II, 14 p.
81. Jacques DUPAQUIER, *Carrier, le procès....*, op. cit. ; Idem, « Le procès de Carrier », dans *Les grands procès politiques*, op. cit., p. 55-65 ; Idem, « Le procès de Carrier », dans *Le Tournant de l'an III*, op. cit., p. 27-34.
82. Sur la hiérarchie révolutionnaire à Nantes, Corinne GOMEZ-LE CHEVANTON, *Carrier et la Révolution française en 30 questions*, Mougou, Geste édition, 2004.
83. Henri WALLON, *Le Tribunal révolutionnaire 10 mars 1793-31 mai 1795*, Paris, Plon, 1900, t. II, p. 475-518.
84. Dont il faut d'ailleurs souligner que le registre de délibérations du mois de décembre 1793 a mystérieusement disparu.
85. Comme Cadroy, le 6 brumaire, voir *Archives parlementaires*, t. 100, p. 131, mais une procédure conforme au code de Brumaire.
86. AN, W 393, dossier 479, 2e partie, pièce 42 (25 pages).
87. *Moniteur*, XXII, p. 575 (à la date du 2 frimaire).

- 88.** Voir Jean-Clément MARTIN, *Révolution et Contre-Révolution en France. Les rouages de l'histoire*, Rennes, PUR, 1996. Vincent DUCLERT, « Les archives judiciaires de l’Affaire Dreyfus : un enjeu d’histoire contemporaine », dans Frédéric CHAUVAUD, Jacques-Guy PETIT (dir.), *L’histoire contemporaine et les usages des archives judiciaires (1800-1939)*, Paris, Champion, 1988, p. 367-394.
- 89.** C’est aussi tout l’intérêt du travail en cours de Guillaume MAZEAU sur Charlotte Corday : « Charlotte Corday, Geschichte eines Missverständnisses », dans *Grenzgänge*, Leipziger Universitätsverlag, 10 Jahrgang 2003, p. 37-49 ; *Idem*, « Le procès Corday : retour aux sources », *AHRF*, *supra*.
- 90.** Jules MICHELET, *Histoire de la Révolution française, 1847-1853*, Livre XVI, p. 1636.
- 91.** Pour une liste non exhaustive : J.-B. Carrier, représentant du Cantal à la Convention, 1756-1794, Paris, Perrin, 1901 ; Le Comité révolutionnaire de Nantes. Ses attributions, ses origines, son personnel, ses exactions et sa chute, Vannes, Lafloye, 1901 ; Les sociétés populaires à Nantes pendant la Révolution, Nantes, Durance, 1914 ; Les noyades de Nantes : l’histoire de la persécution des prêtres noyés, Nantes, Libaros, 1879(2e éd.).
- 92.** Un grand terroriste. Carrier à Nantes, Paris, Plon, 1901.
- 93.** Une thèse reprise par Richard COBB, *Les armées révolutionnaires, instruments de la Terreur dans les départements, avril 1793-floréal an II*, Paris/La Haye, Mouton, 1961.
- 94.** Voir les travaux d’Arthur VELASQUE.
- 95.** Carrier le maudit, Nantes, 1935.
- 96.** Un archiviste, familier de Jullien fils et correspondant de Louis Blanc, qui aurait inspiré Michelet et été le maître de Charles-Louis CHASSIN (*Études documentaires sur la Révolution française*, Paris, 1891-1899, 11 vol.).
- 97.** Carrier et sa mission à Nantes, Paris, PUF, 1924.
- 98.** Carrier et la terreur nantaise, Paris, Perrin, 1987.
- 99.** *Le génocide franco-français. La Vendée-Vengé*, Paris, PUF, 1986. Sur la polémique autour du « génocide », Jean-Clément MARTIN, « À propos du “génocide vendéen”. Du recours à la légitimité de l’historien », *Sociétés Contemporaines*, 2000, n° 39, p. 23-38.
- 100.** Par principe d’humanité. La Terreur et la Vendée, Paris, Fayard, 1999.
- 101.** Revue de la Haute-Auvergne, op. cit.
- 102.** Jean-Clément MARTIN, *La guerre civile entre histoire et mémoire*, colloque de la Roche/Yon, 1994 ; *La Vendée et la France*, Paris, Seuil, 1987.
- 103.** Nantes ayant joué un rôle de repoussoir comme espace républicain : parler de la Terreur à Nantes c’est légitimer l’idée qu’elle a existé contre les révolutionnaires eux-mêmes, ce qui dessert le combat contre-révolutionnaire.
- 104.** Dans les légendes nantaises (et je suis nantaise d’origine), on raconte ainsi que les douves du château des ducs de Bretagne ont servi pour les noyades, ce qui est faux ; ou encore que lors de la construction de la centrale EDF à Cheviré sur les bords de la Loire, en 1952, auraient été retrouvés des chaînes et des boulets des noyés de Carrier : matériel bien improbable et dont aucun témoignage ne fait état !
- 105.** Françoise BRUNEL, « Mélanges sur l’historiographie de la réaction [...] », op. cit.

RÉSUMÉS

Le procès de Carrier, qui s'ouvre le 7 frimaire an III au Tribunal révolutionnaire de Paris, marque à la fois la fin d'un processus qui a obligé les conventionnels à se positionner par rapport à la Terreur de l'an II en acceptant sa mise en accusation, et le début d'une nouvelle étape politique, en rupture avec la période montagnarde, et désireuse de fixer les cadres de la Révolution autour des principes d'une République libérale.

Ce procès est porteur de symboles et d'enjeux politiques majeurs, bien compris par une partie de l'Assemblée et du corps politique, qui sauront en faire un outil pédagogique immédiat mais aussi mémoriel. Il permet d'amorcer le mécanisme de la prise du pouvoir par les Thermidoriens, à travers la construction du 9 Thermidor comme « événement », et la mise en place des alliances politiques et des idéologies qui s'affirmeront par la suite.

The Trial of Carrier: political issues, collective pedagogy, and the construction of memory

The trial of Carrier, opening on the 7 frimaire an III before the Revolutionary Tribunal of Paris, represented at once the end of a process that had compelled the conventionnels to define their relationship with the Terror of the year II by accepting his indictment, and the beginning of a new political phase, a break with the montagnard period, which aimed to anchor the Revolution on the principles of a liberal Republic.

This trial is rich in symbols and major political issues, subjects well understood by part of the members of the National Convention as well as by the body politic; both would know how to use it as an immediate pedagogical tool as well as a means for the construction of memory. It enabled the Thermidorians to begin their seizure of power by the construction of the 9th Thermidor as an "event," and the formation of political alliances and ideologies that would later be consolidated.

INDEX

Mots-clés : jacobins, opinion publique, Terreur, Réaction, Carrier, Convention thermidorienne

AUTEUR

CORINNE GOMEZ-LE CHEVANTON

Ingénieur d'études CNRS

Institut d'histoire de la Révolution française – Université Paris I

17 rue de la Sorbonne - 75231 Paris cedex 05

corinne.lechevanton@wanadoo.fr